



## Amnesty International veut retravailler son rapport accusant l'Ukraine de crimes de guerre

Par [Philippe Rosenthal](#)

Mondialisation.ca, 21 août 2022

[Observateur continental](#) 19 août 2022

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

Après de sévères critiques sur son rapport dénonçant des crimes de guerre de l'armée ukrainienne, l'organisation de défense des droits humains, Amnesty International, veut revoir le contenu de son rapport.

L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International a déclaré qu'elle souhaitait retravailler son rapport qui indique que les tactiques du régime de Kiev dans les combats dans le Donbass mettent en danger la population civile. C'est ce que [rapporte](#) l'agence de presse allemande DPA.

Après que leur rapport a eu fait l'objet de critiques au niveau international, l'ONG a déclaré que des experts indépendants d'Amnesty International seront invités à réexaminer les données précédemment fournies dans le rapport de l'organisation dans le but, de nouveau, étudier attentivement le processus de guerre de l'Ukraine.

Dans son rapport [publié](#) le 4 août sous le titre *Ukraine: les tactiques de combats ukrainiennes mettent en danger la population civile*, Amnesty International [accuse](#) l'Ukraine d'utiliser des écoles et d'autres établissements scolaires, des maternelles, des hôpitaux et des bâtiments d'administration civile pour se couvrir lors des hostilités, c'est-à-dire de violer les lois de la guerre: «Les tactiques de l'Ukraine ont violé le droit international humanitaire en transformant des objets civils en cibles militaires». L'organisation humanitaire affirme que «les écoles et les hôpitaux sont utilisés comme des bases militaires par les forces ukrainiennes».

La demande de revoir le rapport vient d'Amnesty International Allemagne. «Depuis la publication d'un rapport très contesté remettant en cause les tactiques militaires de l'Ukraine, l'ONG affronte une crise interne dans plusieurs antennes en Suède, en Norvège et au Canada», [annonce Libération](#), tout en rappelant que «face au tollé international, la secrétaire générale d'Amnesty, Agnès Callamard, a immédiatement réitéré que ses équipes «maintenaient pleinement leurs conclusions». Mais, l'article du quotidien français publié le même jour que le communiqué de presse du bureau allemand d'Amnesty International, ne parle pas, justement, de cette prise de position annonçant que l'ONG [veut retravailler](#) sur son rapport accusant l'Ukraine de crimes de guerre.

Le bureau de Berlin de l'ONG veut s'excuser: «En réponse à notre communiqué de presse du 4 août 2022 sur les violations du droit international par l'armée ukrainienne, nous avons

été largement critiqués tant au niveau international qu'en Allemagne». Et, elle annonce devant la colère vouloir se plier même si l'ONG affirme que «notre base est les droits de l'homme et le droit international humanitaire», «l'indépendance», «l'impartialité» et l'emploi «des normes de preuve strictes» comme principes clés qui guident l'ensemble du travail d'Amnesty [International]: «Nous pouvons comprendre la douleur, la colère et la déception de nos collègues en Ukraine, de la société civile ukrainienne, de nos membres et sympathisants en Allemagne et dans le monde dans le communiqué de presse».

Le rapport sur les crimes de guerre sur commande des injonctions des criminels de guerre? Dans son communiqué via la branche allemande, Amnesty International affirme que «nous regrettons le contexte insuffisant dans lequel les enquêtes ont été placées dans le communiqué de presse». Le bureau berlinois de l'ONG continue, en fait, en expliquant que le rapport d'Amnesty International publié sous la houlette de la Française, Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, n'a pas été réalisé correctement et doit être réexaminé.

Il est question ne pas offusquer ceux qui soutiennent l'Ukraine [Otan, UE, Etats-Unis], et en tête le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qui a vertement critiqué ce rapport qui, selon lui, est une «tentative d'amnistier un pays terroriste» en plaçant «la victime et l'agresseur d'une certaine manière sur un pied d'égalité». «Les résultats n'ont pas été communiqués avec la sensibilité et la précision attendues d'Amnesty»; «Un processus d'examen est maintenant lancé au niveau international, dans lequel nous, en tant que section allemande, voulons également jouer un rôle actif», fait savoir Amnesty International Allemagne, annonçant des corrections allant dans le sens de l'Ukraine et de ses alliés.

Le bureau berlinois veut trouver les erreurs: «Nous voulons comprendre exactement ce qui n'a pas fonctionné et pourquoi, afin de tirer des leçons et d'améliorer notre travail en matière de droits humains. Nous accompagnerons intensivement ce processus ainsi que la mise en œuvre des résultats de ce processus». Amnesty International Allemagne martèle: «Notre solidarité va à nos collègues d'Amnesty Ukraine, aux défenseurs des droits humains et à la population civile en Ukraine».

L'organisation, qui a [reçu](#) le prix Nobel de la paix pour son travail, fait la lumière sur les cas d'inhumanité les plus scandaleux depuis 60 ans. Elle a souvent insulté les pouvoirs en place et embarrassé les démocraties libérales qui ont violé leurs propres principes.

Cependant, un seul rapport critiquant les forces armées ukrainiennes pour avoir mis en danger la vie de civils en raison de combats dans des zones résidentielles a provoqué une vague d'indignation en Ukraine et en Occident. En même temps, personne ne se souvient qu'Amnesty International a également critiqué la Russie. En raison de ses critiques, les autorités russes ont fermé le bureau du groupe à Moscou en avril 2022.

Assistons-nous à une tentative de réécrire les faits sur les crimes de guerre ukrainiens par Amnesty International qui a pour rôle de défendre les droits fondamentaux et de dénoncer les crimes de guerre?

*Philippe Rosenthal*

---

Articles Par : [Philippe Rosenthal](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)